

Table ronde 4 : L’informel, un enjeu pour l’urbanisme ?

Webinaire 3 - L’informel : un enjeu pour l’urbanisme ?

Synthèse

Par Lionel Prigent, Urbaniste et Economiste, Professeur à l’Université de Bretagne Occidentale
et Directeur du laboratoire Géoarchitecture (Université de Brest)

L’informel conduit à questionner un certain urbain qui est incertain urbain

Ce dont nous avons parlé, ce sont des espaces informels des villes, de cette forme urbaine, qui représente aujourd’hui 60% de la population de l’Afrique Subsaharienne et de l’espace urbanisé, 80% de l’économie urbaine et 90% des emplois¹. Ces éléments chiffrés permettent de comprendre où nous en sommes mais aussi ce que peut peser aujourd’hui l’informalité dans les villes africaines. C’est aussi une forme de rappel pour rechercher ces éléments (peut-être moins visibles) dans bien d’autres des territoires.

La ville africaine est donc pour la majorité de ses espaces, de nature informelle, ce qui fait que la ville orthonormée, celle dite à l’occidentale, correspond finalement à une sorte d’innovation, assez récente de l’histoire, mais qui ne correspond pas nécessairement à ce que sont ni les dynamiques, ni les pratiques. Or cette ville orthonormée est extrêmement différente de ce que donnent à voir les espaces variés des villes informelles. Elle rappelle en écho ce constat d’Emanuel Kant (philosophe) : « *Du bois tordu de l’humanité, on ne saurait rien façonner de droit* ». Après tout, avons-nous besoin nécessairement de rendre le bois tout à fait droit ?

Cette synthèse propose 3 temps différents.

Le premier temps revient à travailler sur un changement de paradigme, en donnant une nouvelle direction à la modernité, en nous permettant de sortir des images standards de ces murs de verre et d’acier, que nous avons trop souvent retenus comme étant des expressions de la modernité. Ce que **M. Luc Gnacadja** (Architecte, Président de *Think-and-do-tank GPS-Development* et ancien ministre de l’Environnement et du Développement urbain au Bénin), nous donne comme proposition, c’est de sortir de la Dubaïsation. L’expression pourrait faire florès tant elle illustre quelque chose d’essentiel dans la façon de retrouver la diversité des savoir-faire urbains.

Cela nous conduit à une autre observation, portée à la fois par M. Papa Ameth Keita (Coordinateur de l’ONG chez URBASEN) **et par M. Robert Lewis Lettington** (Conseiller principal, Terre, logement et droits de l’homme, Chef de section, Terre, logement et abri chez UN-Habitat) : **Refaire lien entre la ville et le territoire,** c’est-à-dire la nécessité de penser la ville dans ce territoire, de la relier au réel, qui tient en un certain nombre de caractéristiques : les habitants, les territoires mais aussi les voisins environnants.

Ceci impose la nécessité d’organiser une urbanisation différente qui permette d’augmenter le nombre d’habitats pour mieux accueillir les habitants, pour pouvoir organiser les espaces, pour pouvoir proposer des espaces de diversité mais aussi relier aux services existants dans la ville où l’investissement est réalisé, enfin prioritairement consacrer les investissements qui peuvent être réalisés dans ces espaces informels en raison même du poids que nous leur avons montré.

Il convient aussi d’en appeler aux investissements des opérateurs internationaux pour participer à la structuration, c’est-à-dire non pas au déguerpissement de ces espaces informels mais bien au fait de pouvoir les consolider ou bien en tout cas de pouvoir les faire rentrer pleinement dans la ville, c’est-à-dire faire ville car le mouvement d’urbanisation est inéluctable. Comme le soulignait Simon Compaoré (Ancien Maire de Ouagadougou) : « *Quand la termitière vit, elle doit construire et il ne saurait être question de pouvoir de quelque manière que ce soit de l’en empêcher* ».

Nos trois intervenants partageaient une même conviction de la nécessité d’une approche stratégique, c’est-à-dire de pouvoir penser la ville qui est à venir, donc de pouvoir en organiser la construction, la fabrication, ici et maintenant, c’est-à-dire à court et à long termes. Il faut pour imaginer ce que peuvent être les besoins, qui peuvent être sinon prévus, au moins estimés et planifiés pour les villes en 2050. Comment ensuite, sera-t-il possible de mobiliser les financements et d’organiser les services ?

¹ GPS-Development

L'investissement dans les quartiers informels et leur reconnaissance comme des espaces de la ville sont d'autant plus utiles que les populations qui vivent dans les espaces informels sont pour une très grande partie d'entre elles solvables. Elles travaillent et participent à l'économie locale. Il y a la nécessité, dans ce changement de paradigme, que j'envisageais, de bien s'appuyer sur l'agilité, sur l'habilité, sur l'innovation, qui peuvent être ainsi portées. C'est pourquoi Luc Gnacadja insistait sur l'utilité d'investir d'abord dans la ville informelle, étant donné son importance et les différences que l'on y observe, pour pouvoir travailler davantage à son amélioration et peut être aussi à l'amélioration de sa densité. Nous avons bien entendu ici les défis communs qui étaient envisagés et qui peuvent nous servir de quelques éléments d'enseignement.

Enfin, dans ce point sur le changement de paradigme, un changement d'échelle s'impose puisqu'il s'agit selon les États de pouvoir travailler avec des éléments de planification et de programmation différents mais aussi de pouvoir envisager, selon la taille des villes, ce dont il faut entendre aujourd'hui, de la diversité des savoirs, de la diversité des situations locales et des formes que peut prendre cette informalité.

Le deuxième point c'est une chaîne dans la gouvernance. En effet, tous nos intervenants ont souligné que la ville informelle n'est pas seulement une situation éphémère. À l'inverse, elle se vérifie comme une situation en elle-même qui doit être reliée au reste du territoire. Mieux, toutes les échelles doivent être reliées, de l'État central à l'autorité locale et à l'ensemble des habitants. Il est très difficile de travailler lorsque habitants et autorités locales ne sont pas en capacité de travailler ensemble mais aussi lorsque les autorités locales et l'État national ne parviennent pas à avoir des intérêts communs ou en tout cas des capacités communes à investir sur le territoire. Donc chacun doit avoir sa place dans cette chaîne et nous en avons vu quelques illustrations avec les images que M. Robert Lewis Lettington a présenté : un plan coconstruit entre autorités locales et populations ; une carte tirée d'un document de planification à plus vaste échelle (entre État et collectivité locale) pour les îles Fidji.

Tout ceci nous amène à ce que cette gouvernance qui est appelée de vos vœux, mobilise un nouvel apprentissage qui est une montée en compétences de chacun de ces acteurs pour appréhender, prolonger et améliorer le dialogue avec les autres acteurs, qui doivent pouvoir également exprimer leurs avis. Cela concerne y compris les futurs professionnels, qui doivent ménager la place de l'informel et pourraient se montrer plus en capacité de travailler avec lui.

Enfin, le dernier point, qui est peut-être le plus sensible, c'est une affaire de dignité. Le mot n'a pas été prononcé et pourtant, à tous les instants il était présent. C'était un questionnement sur le statut, pas simplement celui de citoyen, mais celui d'habitant. On peut s'interroger d'ailleurs sur la distinction effective entre les habitants dont certains ne sont pas considérés ni mobilisés comme des citoyens.

« **D'autres font le choix à notre place** », disent les habitants dans beaucoup de territoires. Car ça ne va pas de soi, en effet, de mobiliser des habitants, surtout lorsque ces derniers ne sont pas réputés propriétaires. On leur explique souvent que leur place devrait être ailleurs, négligeant de préciser où serait d'ailleurs cet ailleurs, ultime difficulté (ou dérobade) de l'exercice.

Une réclamation, rapportée dans ce webinaire était : « Nous voulons figurer sur la carte », surtout quand les gens sont déjà-là et parfois depuis longtemps comme nous le rappelait M. Papa Ameth Keita. La revendication première des habitants est d'être partie prenante et de ne pas être décrits comme des éternels assistés. Une telle idée rejoint le constat formulé par Cynthia Fleury, dans un ouvrage très récent qu'elle vient de publier où elle définit justement la dignité : l'idéal de liberté et d'égalité a toujours impliqué l'égalité des personnes. La notion de dignité doit être indépendante de la naissance et renvoie à une définition dynamique, tournée vers la participation à l'utilité commune. C'est pourquoi l'exemple de la fédération des habitants est-il si riche.

Pourquoi mobiliser les habitants ? Tout simplement pour capitaliser sur les énergies des populations, sur les énergies des territoires, et bien entendu sur les territoires eux-mêmes et sur leur biodiversité, l'écologie et l'environnement qui est là. Enfin et surtout, capitaliser sur le déjà-là.

Le webinaire s'est terminé par un échange sur la place et le rôle des femmes, incontournables, non seulement dans le fait de fabriquer les villes mais aussi de les vivre, de les gérer, de les entretenir au quotidien. Il était difficile en l'absence de représentante dans le panel d'exprimer un propos qui n'en soit pas fragilisée alors que tout rappelle la nécessaire attention, la mobilisation sur toutes les questions de genres. La dignité, c'est en effet aussi la dignité dans les genres. C'est une affaire extrêmement importante si nous voulons rendre demain, nos villes aimables et vivables... Si nous voulons que nos villes informelles puissent participer à leur tour à ces villes aimables et vivables.